

Réponse de l'UNELEG à la

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 30 janvier 2020 sur la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

L'UNELEG salue la mise en place de ce nouveau dispositif qui permettra de faire émerger des solutions innovantes. L'UNELEG est favorable aux grands principes retenus par la CRE dans son document de consultation et souhaite souligner certains points de vigilance à travers cette contribution.

Question 1 : avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Réponse : L'UNELEG considère que les critères d'éligibilité ne doivent pas conduire à exclure un projet en fonction de sa taille ou de son effet seulement local. S'il est légitime de regarder d'abord les impacts d'un projet au niveau national, l'UNELEG estime que le processus d'examen doit être également compatible avec les projets pouvant émaner de petits acteurs sur un territoire donné, afin d'accorder à tous une capacité d'innovation. A titre d'exemple, l'UNELEG considère que l'examen des deux critères portant sur le « potentiel de déploiement ultérieur » et sur le « bénéfice pour la collectivité si la solution était déployée à terme » ne devrait pas nécessairement s'apprécier qu'au niveau national. Aussi, un projet qui répondrait à un besoin local particulier ne devrait pas être mécaniquement rejeté pour l'étude de son éligibilité.

Le dispositif permettant d'explorer différentes possibilités d'innovation, l'UNELEG considère, comme l'indique la CRE, que des demandes qui auraient pour seul objectif de bénéficier d'un TURPE spécifique n'ont pas vocation à être retenues dans le cadre de ce dispositif.

L'UNELEG souligne également que le caractère innovant n'est pas nécessairement lié qu'à une technologie totalement nouvelle, mais peut également recouvrir un modèle d'organisation ou d'interaction entre acteurs, voire une technologie déjà testée mais qui dans un contexte nouveau trouve un attrait renouvelé.

Question 2 : avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Réponse : L'UNELEG souhaite souligner la nécessaire prise en compte des éventuels coûts associés à une expérimentation, notamment pour les gestionnaires de réseaux, en amont de sa validation. Cet examen devra se faire lors de la phase d'analyse approfondie, à défaut de l'avoir fait au stade de l'analyse d'éligibilité.

L'UNELEG considère donc qu'il est important non seulement que le gestionnaire de réseaux concerné soit étroitement associé, mais aussi au niveau national la profession, par exemple par une sollicitation d'avis, sur l'expérimentation projetée.

Si l'implication de la profession est légitime au stade de l'analyse approfondie, l'UNELEG considère qu'il peut être pertinent d'organiser des échanges avec ces instances, y compris lors de la phase de l'analyse d'éligibilité du projet. En effet, la CRE pourrait considérer un projet comme « pouvant être

mis en œuvre à droit constant » et, ce faisant, valider par une sorte de « rescrit » une pratique qui pourrait faire débat et qui serait ensuite généralisée.

Question 3 : avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Réponse : Aucune observation.

Question 4 : avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Réponse : Aucune observation mise à part l'implication des instances représentatives des GRD (cf. réponse question 5).

Question 5 : voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Réponse : L'UNELEG considère que qu'il serait pertinent de publier les projets pour lesquels la CRE a considéré qu'ils pouvaient être mis en œuvre à droit constant. Cette publication permettrait de partager avec les acteurs du secteur les interprétations textuelles retenues par la CRE et ne pas avantager, par cette information, le seul porteur de projet qui est à l'origine de la demande d'expérimentation.

L'UNELEG s'interroge sur l'acteur qui prendra en charge les coûts associés à une expérimentation, et les éventuels dispositifs de compensation. L'UNELEG souligne d'ailleurs que les aspects financiers ne ressortent pas parmi les critères d'éligibilité et d'analyse du document de consultation.

Enfin, l'UNELEG considère que les associations représentatives des GRD doivent être, en plus du GRD spécifiquement concerné par l'expérimentation projetée, informées et sollicitées pour recueillir leur avis. L'UNELEG, en tant que syndicat professionnel d'ELD, souhaite donc être associée lorsqu'un GRD est interrogé, qu'il s'agisse tant d'un GRD ELD que d'Enedis. L'UNELEG considère enfin que l'avis des instances représentatives des GRD peut être sollicité aux différentes phases : analyse d'éligibilité, analyse approfondie, évaluation de l'expérimentation et examen du renouvellement.